

Publications périodiques

Comptes annuels

Société anonyme au capital de 72 240 000 €.
Siège social : 105, rue Réaumur, 75002 Paris.
479 163 305 R.C.S. Paris.

A. — Comptes sociaux.**I. — Bilan au 31 décembre 2017.**
(En milliers d'Euros.)

Actif	31/12/2017	31/12/2016
Caisse, banques centrales, CCP	530 027	529 524
Effets publics et valeurs assimilés	0	0
Créances sur les établissements de crédit	820 272	723 944
À vue	610 307	463 911
À terme	209 965	260 033
Opérations avec la clientèle	77 740	132 793
Créances commerciales	0	0
Autres concours à la clientèle	4 202	5 830
Comptes ordinaires débiteurs	73 538	126 963
Opérations d'affacturage		
Obligations et autres titres à revenu fixe	0	0
Actions et autres titres à revenu variable	0	0
Participations et autres titres détenus à long terme	0	0
Parts dans les entreprises liées	3 626	4 885
Crédit bail et location avec option d'achat	0	0
Location simple	0	0
Immobilisations incorporelles	8 501	9 024
Immobilisations corporelles	478	626
Capital souscrit non versé	0	0
Actions propres	0	0
Autres actifs	44 107	124 963
Comptes de régularisation	10 608	6 517
Total de l'actif	1 495 359	1 532 278

Passif	31/12/2017	31/12/2016
Banques centrales, CCP	69	92
Dettes envers les établissements de crédit	49 442	51 100
À vue	49 442	51 100
À terme	0	0
Opérations avec la clientèle	1 207 734	1 268 592
Comptes d'épargne à régime spécial	39	44
À vue	0	0
À terme	39	44
Autres dettes	1 207 696	1 268 547
À vue	1 207 696	1 268 547
À terme	0	0
Dettes représentées par un titre	0	0
Bons de caisse	0	0
Titres du marché interbancaires et TCN	0	0
Emprunts obligataires	0	0
Autres dettes représentées par un titre	0	0
Autres passifs	173 271	108 736
Comptes de régularisation	5 288	43 017
Provisions	1 900	2 093
Dettes subordonnées	0	0
Fonds pour risques bancaires généraux (FRBG)	0	0
Capitaux propres hors FRBG	57 654	58 647
Capital souscrit	72 240	72 240

Primes d'émission	0	0
Réserves	428	428
Écart de réévaluation	0	0
Provisions réglementées et subventions d'investissement	0	0
Report à nouveau	-14 022	-10 818
(+/-) Résultat de l'exercice	-992	-3 204
Total du passif	1 495 359	1 532 278

Hors-bilan	31/12/2017	31/12/2016
Engagements donnés :		
Engagements de financement	12 304	138 078
Engagement en faveur d'établissements de crédit		
Engagements en faveur de la clientèle	12 304	138 078
Engagements de garantie	54	54
Engagements d'ordre d'établissements de crédit	54	54
Engagements d'ordre de la clientèle		
Engagements sur titres		
Engagements reçus :		
Engagements de financement	0	0
Engagements reçus d'établissements de crédit		
Engagements reçus de la clientèle		
Engagements de garantie	100 000	100 000
Engagements reçus d'établissements de crédit	100 000	100 000
Garanties reçues de la clientèle		
Engagements sur titres		

II. — Comptes de résultat 2017.

(En milliers d'Euros)	2017	2016
+ Intérêts et produits assimilés	2 209	1 454
- Intérêts et charges assimilées	-4 303	-3 120
+ Produits sur opérations de crédit-bail et assimilées		
- Charges sur opérations de crédit-bail et assimilées		
+ Produits sur opérations de location simple		
- Charges sur opérations de location simple		
+ Revenus des titres à revenu variable	0	0
+ Commissions (produits)	21 844	19 884
- Commissions (charges)	-2 547	-2 468
+/- Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation	670	990
+/- Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés	0	0
+ Autres produits d'exploitation bancaire	137	161
- Autres charges d'exploitation bancaire	-474	-438
Produit net bancaire	17 536	16 462
- Charges générales d'exploitation	-16 186	-15 752
- Dotations aux amortissements et aux dépréciations sur immobilisations		
Incorporelles et corporelles	-904	-904
Résultat brut d'exploitation	446	-194
- Coût du risque	163	-413
Résultat d'exploitation	609	-607
+/- Gains ou pertes sur actifs immobilisés	-1 259	-2 556
Résultat courant avant impôt	-649	-3 164
+/- Résultat exceptionnel	0	0
- Impôt sur les bénéfices	-343	-40
+/- Dotations / Reprises de FRBG et provisions réglementées	0	0
Résultat net	-992	-3 204

Note 1. — Les faits marquants de l'exercice.

Taux d'intérêt négatif. — La zone Euro est désormais soumise à l'application de taux d'intérêt négatif sur les placements réalisés auprès de la Banque Centrale Européenne.

Les placements réalisés auprès de la maison mère ainsi que les dépôts effectués auprès de la Banque de France (en sus des réserves obligatoires) se voient ainsi appliquer ces taux d'intérêt négatif.

Depuis mai 2016, la Banque a progressivement appliqué à ses clients des frais liés à ces intérêts négatifs.

Contrôle fiscal. — La Banque a fait l'objet en 2017 d'un contrôle fiscal portant sur la période 2014-2016 ; un seul redressement a été notifié : il concerne la déductibilité d'une provision pour indemnité de fin de carrière constituée en 2006, d'un montant de 37.851 €. Une réponse a été transmise le 4 janvier 2018 demandant l'abandon du redressement compte tenu de la date de dotation de la provision et de la justification du redressement.

1.2. Les principes comptables. — Les comptes sociaux sont présentés conformément au règlement n° 2014-07 du 26 novembre 2014 de l'Autorité des Normes Comptables, relatif aux comptes des entreprises du secteur bancaire, applicable depuis le 1^{er} janvier 2015.

Les comptes ont été établis en suivant les principes et méthodes comptables généralement admis en France et sont tenus en euros. Ils sont présentés sous une forme identique à celle de l'exercice précédent. Le nouveau règlement laisse toutes les prescriptions comptables inchangées mais rassemble désormais dans un règlement unique toutes les normes comptables en vigueur.

— Conversion des comptes en devises : Les créances et dettes libellées en devises sont converties en contre valeur euros à la clôture de l'exercice, au cours du marché, les gains ou pertes générés étant enregistrés dans le compte de résultat.

— Portefeuille-titres :

Les titres détenus par RBC Investor Services Bank France sont inscrits à l'actif du bilan dans les postes :

- effets publics et valeurs assimilées
- obligations et autres titres à revenu fixe
- actions et autres titres à revenu variable
- participations et autres titres détenus à long terme
- parts dans les entreprises liées

En application du règlement ANC 2014-07 (Livre II – Titre 3), ils sont ventilés, dans l'annexe, en titres de transaction, titres de placement et titres d'investissement, titres de participation, titres de l'activité de portefeuille et autres titres détenus à long terme et parts dans les entreprises liées

a) Titres de transaction : Il s'agit de titres négociables sur un marché dont la liquidité est assurée et qui sont acquis avec l'intention, dès l'origine, de les revendre à court terme.

Les titres de transaction sont comptabilisés à la date de leur acquisition, pour leur prix d'acquisition frais exclus, en incluant le cas échéant les intérêts courus.

A chaque arrêté comptable, ils sont évalués par référence au dernier cours du marché connu. Les différences résultant des variations de cours sont portées directement au compte de résultat.

Les titres enregistrés parmi les titres de transaction ne peuvent être reclassés dans une autre catégorie comptable et continuent à suivre les règles de présentation et de valorisation des titres de transaction jusqu'à leur sortie du bilan par cession, remboursement intégral ou passage en pertes.

b) Titres de placement : Ce sont tous les titres acquis, qui ne sont inscrits dans aucune des autres catégories de titres.

Les titres de placement sont inscrits au bilan au prix d'acquisition frais exclus et hors intérêts courus qui sont enregistrés dans des comptes rattachés.

Pour les titres à revenu fixe, les intérêts courus et non échus sont intégrés dans les produits. Par ailleurs, lorsque leur prix d'acquisition est supérieur à leur prix de remboursement, la différence est amortie sur la durée de vie résiduelle des titres. Lorsqu'à l'inverse, le prix d'acquisition des titres à revenu fixe est inférieur à leur prix de remboursement, la différence est portée en produits sur la durée de vie résiduelle des titres. L'étalement de ces différences est réalisé en utilisant la méthode actuarielle.

A la clôture de l'exercice, les moins values latentes ressortant de la différence entre la valeur comptable et le prix de marché des titres font l'objet d'une dépréciation. Les plus values latentes ne sont pas comptabilisées.

Les actions sont évaluées sur la base du dernier cours de bourse si les titres sont cotés, ou de leur valeur probable de négociation s'ils ne sont pas cotés.

c) Titres d'investissement : Ce sont exclusivement des titres à revenu fixe, assortis d'une échéance fixée, acquis avec l'intention manifeste de les conserver jusqu'à l'échéance. En cas de cession de titres d'investissement ou de transfert dans une autre catégorie de titres, pour un montant significatif par rapport au montant total des titres d'investissement détenus, la banque n'est plus autorisée, pendant l'exercice en cours et pendant les deux exercices suivants, à classer en titres d'investissement des titres antérieurement acquis et les titres à acquérir. Les titres d'investissement antérieurement acquis sont reclassés dans la catégorie Titres de placement pour leur valeur nette comptable déterminée à la date de reclassement (avec écart de valorisation en résultat).

Cette interdiction de cession est toutefois levée dans un certain nombre de cas précisés par le règlement et en particulier si la qualité du crédit de l'émetteur se dégrade fortement ou si les exigences en fonds propres nécessitent la cession ou si les réglementations fiscales et juridiques évoluent.

Les titres d'investissement sont inscrits au bilan au prix d'acquisition frais exclus hors intérêts courus qui sont enregistrés dans des comptes rattachés. Les intérêts courus non échus sont enregistrés prorata temporis en résultat. Par ailleurs, lorsque leur prix d'acquisition est supérieur à leur prix de remboursement, la différence est amortie sur la durée de vie résiduelle des titres. Lorsqu'à l'inverse, le prix d'acquisition des titres à revenu fixe est inférieur à leur prix de remboursement, la différence est portée en produits sur la durée de vie résiduelle des titres. L'étalement de ces différences est réalisé en utilisant la méthode actuarielle.

En date d'arrêté, les gains latents ne sont pas comptabilisés et les dépréciations n'ont pas à être provisionnées, sauf dans le cas où il y a un doute sur la capacité de l'émetteur à faire face à ses obligations ou s'il est probable que l'établissement ne conserve pas ces titres jusqu'à l'échéance.

d) Titres de participation : Ce sont les titres dont la possession durable est estimée utile à l'activité de la société.

Les titres de participation dans les sociétés sont comptabilisés à leur coût d'achat. Les plus ou moins-values de cession de titres de participation sont comptabilisées dans la rubrique "Gains ou pertes sur actifs immobilisés" du compte de résultat.

En date d'arrêté, il est procédé à un test de dépréciation qui consiste à déterminer la valeur de l'activité par actualisation des flux de résultat attendus. De cette valeur, les capitaux propres réglementaires sont retranchés pour déterminer la valeur des titres. Lorsque la valeur des titres ou la valeur vénale (si cette dernière est supérieure) est inférieure à la valeur nette comptable lors du test de dépréciation, il est procédé à la constitution d'une dépréciation.

Si la valeur actuelle est supérieure à la valeur nette comptable, la plus value constatée n'est pas comptabilisée.

e) Titres de l'activité de portefeuille (TAP) et autres titres détenus à long terme :

Les titres de l'activité de portefeuille regroupent les investissements réalisés de manière régulière avec pour seul objectif d'en retirer un gain en capital à moyen terme sans intention d'investir durablement dans le développement du fonds de commerce de l'entreprise émettrice, ni de participer activement à sa gestion opérationnelle (activité de capital risque notamment). Des titres ne peuvent être affectés à ce portefeuille que si cette activité, exercée de manière significative et permanente dans un cadre structuré, procure une rentabilité récurrente, provenant principalement des plus values de cession réalisées.

Les titres sont comptabilisés à leur coût d'achat.

En date d'arrêté, les Tap sont évalués au plus bas des deux montants : leur coût d'acquisition ou leur valeur d'utilité (déterminée en tenant compte des perspectives générales d'évolution de l'émetteur et de la durée résiduelle de détention). Les moins-values latentes donnent lieu à la constitution d'une dépréciation.

Les autres titres détenus à long terme visent à favoriser le développement de relations professionnelles durables avec l'entreprise émettrice, malgré un faible pourcentage de droits de vote.

Les titres sont comptabilisés à leur coût d'achat hors frais.

En date d'arrêté, les autres titres détenus à long terme sont évalués au plus bas des deux montants : leur coût d'acquisition ou leur valeur d'utilité. Les moins-values latentes donnent lieu à la constitution d'une dépréciation.

Immobilisations et amortissements. — Les immobilisations incorporelles et corporelles sont comptabilisées selon le règlement ANC n° 2014-03 (livre I - titre 2 – chapitre 1), relatif à la définition, la comptabilisation et l'évaluation des actifs ; leurs règles d'amortissement et de dépréciation y sont également définies.

Ce règlement a été modifié par le règlement ANC n°2015-06 du 23 novembre 2015, applicable à compter du 1^{er} janvier 2016, qui précise les nouvelles règles applicables aux fonds commerciaux/mali de fusion.

— Définitions : Une immobilisation incorporelle est un actif non monétaire sans substance physique ; elle est identifiable si elle est séparable des activités de l'entité, c'est à dire susceptible d'être vendue, transférée, louée ou échangée ou si elle résulte d'un droit légal ou contractuel. Les logiciels acquis ou créés, les fonds de commerce et mali de fusion constituent des immobilisations incorporelles.

Une immobilisation corporelle est un actif physique (identifiable, porteur d'avantages économiques futurs, contrôlé, dont le coût est évalué avec une fiabilité suffisante) dont la banque attend qu'il soit utilisé au delà de l'exercice en cours.

Lorsque des éléments constitutifs d'une immobilisation sont exploités de façon indissociable, l'immobilisation est un bien non décomposable. Si un ou plusieurs éléments constitutifs de l'actif ont chacun des utilisations différentes ou procurent des avantages économiques à l'entreprise selon un rythme différent, chaque élément est identifié et comptabilisé séparément et un plan d'amortissement propre à chacun de ces éléments est retenu. Cette approche par composants vise les dépenses de remplacement (les composants à identifier sont les éléments destinés à être remplacés).

Les immobilisations de RBC Investor Services Bank France SA ne sont pas décomposables.

— Coûts d'entrée : Lors de leur entrée dans le patrimoine de la banque, les immobilisations incorporelles et corporelles sont enregistrées à :

– leur coût d'acquisition, y compris les taxes non récupérables, les frais accessoires directement attribuables à l'acquisition ou la mise en état de fonctionnement du bien.

– leur coût de production pour celles produites par la banque.

— Amortissements : Les amortissements sont calculés sur la durée d'utilisation estimée des immobilisations et selon le mode qui correspond à la durée effective des biens (dégressif pour le matériel informatique ou linéaire pour les autres immobilisations).

La valeur amortissable des immobilisations est sa valeur brute d'entrée dans le patrimoine diminuée de sa valeur résiduelle (si celle-ci est significative et mesurable). Le plan d'amortissement est propre à chaque actif amortissable mais est toutefois établi par catégorie d'éléments.

Pour les fonds commerciaux et mali de fusion, ils peuvent désormais faire l'objet d'un amortissement en cas d'existence d'une limite prévisible d'utilisation.

Pour les fonds commerciaux/mali de fusion qui ne font pas l'objet d'un amortissement, en date d'arrêté, il est procédé à un test de dépréciation qui consiste à déterminer la valeur d'utilité par actualisation des flux de résultat attendus. De cette valeur, les capitaux propres réglementaires sont retranchés pour déterminer la valeur du fonds de commerce/mali de fusion. Lorsque la valeur du fonds de commerce dite valeur d'usage ou la valeur vénale (si cette dernière est supérieure à la valeur d'usage) est inférieure à la valeur nette comptable lors du test de dépréciation, il est procédé à la constitution d'une dépréciation pouvant être reprise si l'actif continue à être utilisé,

Si la valeur actuelle est supérieure à la valeur nette comptable, la plus value constatée n'est pas comptabilisée.

Les principales durées d'utilisation retenues sont :

– 4 ans pour les logiciels acquis

– 3 ans pour le matériel informatique (micro-ordinateurs, imprimantes...), le matériel de communication et bureautique (télécopieurs, téléphones,...)

– 5 ans pour les sièges et 8 ans pour les autres mobiliers

– 5 ans pour les peintures, moquettes et stores

– la durée du bail pour les agencements de l'immeuble de la rue Réaumur.

– 8 ans pour le mali de fusion « Desys »

– leur utilisation n'étant pas limitée dans le temps, les fonds de commerce et les œuvres d'art ne font pas l'objet d'amortissement.

— Dépréciations sur créances sur la clientèle : Les crédits accordés à la clientèle sont enregistrés au bilan à leur valeur nominale.

Les créances sont considérées comme douteuses lorsqu'elles présentent un risque de crédit avéré. Ce sont les créances impayées depuis plus de trois mois ainsi que les créances présentant un caractère contentieux (procédure d'alerte, de redressement judiciaire...).

Lorsque des intérêts sur les créances douteuses restent décomptés, ils sont dépréciés à due concurrence.

Provisions (au passif). — Y figurent :

— les provisions destinées à couvrir des engagements par signature,

— les provisions pour risques,

Conformément au règlement ANC n° 2014-03 (livre I - titre 3 – chapitre 2), qui définit un passif, un passif éventuel et une provision pour risques et charges, et qui prescrit leur comptabilisation, une provision pour risques est comptabilisée à la clôture de l'exercice pour des risques nettement précisés quant à leur objet, si :

— à la date de clôture l'entité a une obligation à l'égard d'un tiers,

— il est probable ou certain, à la date d'établissement des comptes, que cette obligation provoquera une sortie de ressources au bénéfice du tiers sans contrepartie au moins équivalente attendue de celui-ci après la date de clôture.

Opérations de change et sur instruments financiers à terme. — Les méthodes d'évaluation et de comptabilisation utilisées pour les swaps ainsi que les instruments de taux et les options sur ces contrats sont conformes au règlement ANC 2014-07 (livre II – titre 5 – chapitre 2).

L'engagement est comptabilisé en hors bilan pendant toute la durée du contrat pour sa valeur nominale.

Les opérations de change à terme (y compris dans les swaps « cambistes ») sont évaluées au cours du comptant et les report/déport sont comptabilisés dans les résultats prorata temporis sur la durée effective des contrats.

Toutes les opérations de change sont réalisées avec la clientèle et systématiquement couvertes par des opérations symétriques avec un établissement de crédit.

Intérêts et commissions. — Les intérêts sont enregistrés au compte de résultat prorata temporis. Les intérêts courus en date d'arrêté sont enregistrés au niveau du bilan dans le poste des opérations auxquelles ils se rattachent ; toutefois les intérêts payés ou perçus d'avance restent enregistrés en compte de régularisation.

Les commissions sont pour l'essentiel appréhendées, donc constatées en résultat, au fur et à mesure de la réalisation de la prestation, sans tenir compte de la date de leur encaissement.

Retraites et indemnités de fin de carrière. — Au 31 décembre 2017, les calculs effectués par l'actuaire du groupe RBC sur les indemnités de fin de carrière et les primes d'ancienneté ont conduit à constituer des provisions prenant en compte les hypothèses retenues :

- un taux d'actualisation de 1,90 % pour les indemnités de fin de carrière
- un taux d'actualisation de 1,40 % pour les primes d'ancienneté
- une inflation de 1,75 %.

Impôts sur les sociétés. — Le taux normal de l'impôt sur les sociétés est en France de 33,1/3 %, auquel s'ajoute une contribution sociale de 3,3% sur l'impôt (calculé au taux normal et diminué d'un abattement de 763.000 €).

Un groupe d'intégration fiscale a été constitué à compter du 1^{er} janvier 2008 avec la filiale RBC Investor Services France. Jusqu'en 2010, les éventuels gains d'impôt résultant de l'intégration étaient conservés par la maison mère. A compter de l'exercice 2011, une nouvelle convention d'intégration fiscale entre les deux entités prend en compte la participation réelle de la société filiale au régime de l'intégration : en conséquence, l'économie d'impôt immédiate sera affectée à la filiale ayant dégagé un déficit dans la proportion du déficit constaté.

Le droit au report des déficits est illimité dans le temps. Toutefois, le bénéfice d'un exercice ne peut s'imputer sur ces déficits que dans la limite d'un montant de un million d'euros, majoré de 50% de la fraction du bénéfice excédant ce seuil.

Crédit d'impôt pour la Compétitivité et l'Emploi (CICE). — Le CICE a pour objectif le financement de l'amélioration de la compétitivité des entreprises, à travers notamment des efforts en matière d'investissement, de recherche, d'innovation, de formation, de recrutement, de prospection de nouveaux marchés et de reconstitution de leur fonds de roulement.

Il correspond à un pourcentage (7% en 2017) des rémunérations versées qui n'excèdent pas 2,5 fois le SMIC).

Le CICE permet de diminuer les charges de personnel et est ainsi comptabilisé au crédit des charges de personnel

Informations sectorielles. — RBC Investor Services Bank France n'assure qu'un métier : dépositaire et teneur de compte pour les clients de sociétés de gestion.

1.3. Les changements de méthodes comptables. — Il n'y a eu aucun changement de méthode comptable au cours de l'exercice.

— Analyse de la variation des capitaux propres :

(En Euros)	Capitaux propres au 31/12/2016	Affectation du résultat 2016 (AG du 4 mai 2017)	Résultat 2017	Capitaux propres au 31/12/2017
Capital	72 240 000			72 240 000
Primes	0			0
Réserves	0			0
Légale	428 262			428 262
Autres réserves	0			0
Report à nouveau	-10 817 743	-3 203 837		-14 021 580
Résultat 2016	-3 203 837	3 203 837		0
Résultat 2017			-992 269	-992 269
Total	58 646 682	0	-992 269	57 654 413

Le capital social est constitué au 31 décembre 2017 de 722.400 actions de 100€

Au 31 décembre 2017, la répartition du capital est la suivante :

- RBC Investor Services Bank Luxembourg : 100%
- RBC Investor Services Bank France est incluse dans les comptes consolidés de RBC Investor Services Bank Luxembourg, et plus globalement dans les comptes consolidés du Groupe RBC

— Immobilisations corporelles et incorporelles :

(En milliers d'Euros)	Valeurs brutes					Amortissements et dépréciations	Valeurs nettes
	01/01/2017	Acquisitions	Cessions, mises au rebut	Transferts postes à postes	31/12/2017	31/12/2017	31/12/2017
Immobilisations incorporelles :							
Frais d'établissement	0				0		0
Frais de recherches et de développement, logiciels	2 940	195			3 134	-2 799	335
Fonds commerciaux, marques, droits au bail	4 600				4 600		4 600
Mali de fusion	4 598				4 598	-1 149	3 448

Certificats d'association (fonds de garantie des dépôts)	53				53		53
Immobilisations hors exploitation	0				0		0
Immobilisations en cours	4	61			65		65
Total 1	12 193	256	0	0	12 449	-3 948	8 501
Immobilisations corporelles :							
Terrains (exploitation)	0				0		0
Constructions (exploitation)	0				0		0
Autres immobilisations corporelles	0				0		0
- Agencements	2 642	29			2 671	-2 263	407
- Mobilier	774	1			775	-766	9
- Matériel de bureau et informatique	814	1			815	-813	2
- Œuvres d'art	60				60		60
Immobilisations en cours	0				0		0
Avances / Acomptes s/immobilisations							
Total 2	4 290	30	0	0	4 320	-3 842	478
Immobilisations financières							
Titres d'investissement					0		0
Créances rattachées					0		0
Participations et activité de portefeuille					0		0
Participations dans les entreprises liées					0		0
Total 3	0	0	0		0	0	0
Total général 1 + 2	16 483	286	0	0	16 769	-7 790	8 979

Le poste Fonds commerciaux a pour origine le transfert par apport partiel d'actif de Dexia Banque Privée France à Dexia Investor Services Bank France dans le cadre de la création de la Banque. La valeur retenue pour le fonds de commerce lors de cette opération est de 4,6 M€ et représente l'activité de conservation ainsi apportée.

Le mali de fusion a pour origine la fusion de la Banque avec Desys Informatique Finance: il correspond à la différence entre la valeur des titres dans la Banque et le montant des capitaux propres de la société absorbé. Il s'agit d'un mali de fusion technique représentant la valeur de l'outil informatique développé par la société.

(En milliers d'Euros)	Amortissements					Dépréciations
	01/01/2017	Dotations	Reprises et diminutions sur cessions	Transferts postes à postes	31/12/2017	31/12/2017
Immobilisations incorporelles :						
Frais d'établissement	0				0	
Frais de recherches et de développement, logiciels	2 594	205			2 799	
Fonds commerciaux, droits au bail, marques	0				0	
Mali de fusion	575	575			1 149	
Immobilisations hors exploitation	0				0	
Immobilisations en cours	0				0	
Total 1	3 169	779	0	0	3 948	0
Immobilisations corporelles :						
Terrains (exploitation)	0				0	
Constructions (exploitation)	0				0	
Autres immobilisations corporelles	0				0	
Agencements	2 097	166			2 263	0
Mobilier	755	10			766	
Matériel de bureau et informatique	811	2			813	
Œuvres d'art	0				0	
Immobilisations en cours	0				0	
Total 2	3 663	179	0	0	3 842	0

Immobilisations financières						
Titres d'investissement						
Créances rattachées sur titres d'investissement						
Participations et activité de portefeuille						
Participations dans les entreprises liées						
Total 3						0
Total général 1 + 2	6 832	958	0	0	7 790	0

— Portefeuille titres par nature d'opération au 31.12.2017

(En milliers d'Euros)	Transactions			Placement			Investissement			Participation et autres titres détenus à long terme			Total
	Brut	Dépréciations	Net	Brut	Dépréciations	Net	Brut	Dépréciations	Net	Brut	Dépréciations	Net	
Effets publics et assimilés													0
B T													0
OAT													0
Créances rattachées													0
Obligations et autres titres à revenu fixe													0
Obligations (*)													0
EMTN													0
Billet trésorerie													0
CD													0
BMTN													0
Créances rattachées													0
Actions et autres titres à revenu variable													0
Actions													0
OPCVM													0
Créances rattachées													0
Participations et autres titres détenus à long terme													0
Actions													0
Parts													0
Créances rattachées													0
Sociétés mise en équivalence													0
Actions													0
Parts													0
Créances rattachées													0
Parts dans les entreprises liées										33 001	-29 375	3 626	3 626
Actions (**)										33 001	-29 375	3 626	3 626
Parts													0
Créances rattachées													0
Total (a)	0		0	0	0	0	0	0	0	33 001	-29 375	3 626	3 626

(**) Il s'agit des titres de la filiale RBC Investor Services France acquis le 21 décembre 2007 pour 2 M€. Depuis plusieurs augmentations de capital ont été réalisées: + 9 M€ le 30 décembre 2008, + 2 M€ le 19 novembre 2009, + 10 M€ le 18 mai 2012 et une dernière opération a été approuvée par l'Assemblée Générale Extraordinaire de RBC Investor Services France pour 10 M€ le 15 décembre 2015.
Les titres sont provisionnés à hauteur de la situation nette de RBC Investor Services France.

— Ventilation de certains actifs / passifs selon leur durée résiduelle (En milliers d'Euros) :

Actif	< 3 mois	3 mois > à < 1 an	1 an > à < 5 ans	> 5 ans	Total	Dont créances rattachées	Avec le Groupe RBC
Banques centrales	530 027				530 027	0	0
Créances s/ Etabl.Crédit	820 272				820 272	13	803 569
Créances s/ Clientèle	73 544	4 196			77 740	92	0
Total au 31/12/2017	1 423 843	4 196	0	0	1 428 039	105	803 569

Passif	< 3 mois	3 mois > à < 1 an	1 an > à < 5 ans	> 5 ans	Total	Dont dettes rattachées (*)	Avec le Groupe RBC
Banques centrales	69				69	69	
Dettes s/ Etabl.Crédit	49 442				49 442	79	1 800
Cptes créditeurs Clientèle	1 207 734				1 207 734	65	4 510
Total au 31/12/2017	1 257 245	0	0	0	1 257 245	213	6 310

(*) Il peut s'agir des intérêts négatifs courus sur des créances à l'actif du bilan

— Operations avec la clientèle (En milliers d'Euros) :

Actif	Au 31/12/2017						
	Total	avec des résidents français					Avec des non résidents
		OPCVM	Stés d'assurance	Particuliers	Sociétés/EI	Autres clientèles financières	
Pensions livrées	0						
Comptes ordinaires débiteurs	73 452	71 924	1 453	0	0	76	0
Autres concours à la clientèle	4 196	4 196					0
Créances douteuses brutes	0						
Provisions sur créances douteuses	0						
Créances douteuses nettes	0						
Encours créances clientèle	77 648	76 120	1 453	0	0	76	0
Créances rattachées	92						
Total opérations avec la clientèle	77 740						

Passif	Au 31/12/2017						
	Total	avec des résidents français					Avec des non résidents
		OPCVM	Stés d'assurance	Particuliers	Sociétés/EI	Autres clientèles financières	
Pensions livrées	0						
Comptes ordinaires créditeurs	1 207 631	1 129 120	27 242	2 193	7 534	19 794	21 749
Comptes créditeurs à terme	0						
PEA	39			39			
Encours dettes clientèle	1 207 670	1 129 120	27 242	2 232	7 534	19 794	21 749
Dettes rattachées	65						
Total opérations avec la clientèle	1 207 734						

— Dépréciations d'actif et provisions de passif (hors provisions sur portefeuilles titres) :

(En milliers d'Euros)	Stock de provisions au 31/12/2016	Changement de méthode	Dotations	Reprises utilisées	Reprises non utilisées	Stock de provisions au 31/12/2017
I. Provisions d'actif :	390	0	25	-246	-145	25
Total créances clientèle douteuses brutes au 31/12/2017 = 0 milliers d'Euros	12				-12	0
Total factures clientèle émises > 90j = 33	379		25	-246	-133	25

21 mai 2016		BILAN DES FRANÇAIS LES SECTEURS					Banque n° 1
milliers d'Euros + autres factures provisionnées = 28 milliers d'Euros							
II. Provisions de passif :							
Provisions sur engagements clientèle par signature et hors bilan							
Provisions liées à la trésorerie							
Provisions fiscales							
Provisions pour charge de personnel		1 840		356	-244	-121	1 831
Provisions pour immobilier		0					0
Provisions pour risques et litiges opérationnels		254			-140	-44	69
Autres provisions de passif							
Total II		2 093	0	356	-385	-165	1 900
Total I et II		2 484	0	382	-630	-310	1 925

Les engagements au titre des indemnités de fin de carrière (IFC) et de primes d'ancienneté se décomposent comme suit :

	Au 31/10/17		Au 31/10/16	
	IFC	Primes ancienneté	IFC	Primes ancienneté
Engagement	937	238	957	235
Actif de couverture	123	0	134	0
Provision	814	238	823	235

— Autres actifs et comptes de régularisation actif (en milliers d'Euros) :

Autres actifs	31/12/2017	31/12/2016
Instruments conditionnels achetés		
Comptes de règlement relatifs aux opérations sur titres	40 584	122 374
Dépôts de garantie versés aux compensateurs		
Autres dépôts de garantie	381	391
Créance de Carry Bak	0	
Débiteurs divers	3 142	2 199
Comptes de stocks et emplois divers		
Total des autres actifs	44 107	124 963

Comptes de régularisation actif	31/12/2017	31/12/2016
Comptes d'encaissement		
Comptes d'ajustement sur devises	3	
Charges constatées d'avance	382	490
Produits à recevoir	5 989	4 432
Intérêts à recevoir report déport		
Autres comptes de régularisation	4 235	1 595
Total des comptes de régularisation actif	10 608	6 517
Comptes de régularisation et actifs divers	54 715	131 481

— Autres passifs et comptes de régularisation passif (en milliers d'euros) :

Autres passifs	31/12/2017	31/12/2016
Instruments conditionnels vendus		
Comptes de règlement relatifs aux opérations sur titres	170 553	107 230
Dépôts de garantie reçus des clients		
Organismes sociaux	692	602
Comptes de TVA	445	393
Dettes sur titres empruntés		
Créditeurs divers	1 582	511
Total des autres passifs	173 271	108 736

Comptes de régularisation passif	31/12/2017	31/12/2016
Comptes d'encaissement		
Comptes d'ajustement		21

Produits constatés d'avance	15	18
Provision congés payés	1 249	1 180
Intérêts à payer report déport		
Charges à payer diverses	4 006	2 414
OST en instance d'affectation (*)		39 248
Autres comptes de régularisation	17	137
Total des comptes de régularisation passif	5 288	43 017
Comptes de régularisation et passifs divers	178 559	151 753

(*) Ce poste est désormais inclus dans les autres passifs "Comptes de règlement relatifs aux opérations sur titres" et représente un montant de 8,2 million d'Euros au 31 décembre 2017

— Détail des produits et charges d'intérêts (En milliers d'Euros) :

Produits	2017	Dont intérêts report déport	2016	Dont intérêts report déport
Opérations avec les établissements de crédits	1 189		657	
Opérations avec la clientèle	1 019		797	
Obligations et autres titres à revenu fixe				
Intérêts et Produits assimilés	2 209	0	1 454	0

Charges	2017	dont intérêts report déport	2016	dont intérêts report déport
Opérations avec les établissements de crédits	-3 680		-3 030	
Opérations avec la clientèle	-622		-91	
Obligations et autres titres à revenu fixe				
Charges sur titres empruntés et diverses				
Intérêts et Charges assimilées	-4 303	0	-3 120	0

— Détail des commissions :

(En milliers d'Euros)	2017	2016
Avec les établissements de crédit		
Avec la clientèle	3 015	771
Relatives aux transactions sur titres	3 067	3 936
Relatives à la conservation des titres et à la fonction dépositaire	12 759	12 364
Sur les opérations de change		
De conseil et d'assistance	561	489
Sur moyens de paiement	-106	-146
Autres		
Total des commissions nettes	19 297	17 415
(+) Commissions (produits)	21 844	19 884
(-) Commissions (charges)	-2 547	-2 468

— Détail des gains ou pertes sur opérations financières (en milliers d'Euros) :

Gains ou pertes	2017	2016
Sur titres de transaction		
Sur titres de placement		
Sur opérations de change	670	990
Sur instruments financiers		
Total	670	990

— Détail des produits et charges d'exploitation bancaire

(En milliers d'euros)	2017	2016
Erreurs dans le traitement des opérations	-20	-139
Produits divers	112	160
Charges diverses (*)	-430	-298
Total des produits et charges d'exploitation bancaire	-337	-277

(*) Cotisation aux Fonds de Résolution Unique et de Garantie des dépôts

— Détail des charges générales :

(En milliers d'Euros)	2017	2016
Frais de personnel	-11 606	-11 351
Montants bruts:	-12 236	-11 832
Salaires et traitements	-7 802	-7 388
Charges sociales	-4 089	-3 834
Impôts et taxes sur rémunérations (hors charges de formation)	-203	-226
Autres dépenses liées au personnel	-31	-32
Intérim	-37	-36
Abondement au PEE	-88	-71
Dotation aux provisions des indemnités de fin de carrière et des primes d'ancienneté	14	-245
Participation		
Refacturations nettes	657	281
Impact net des frais liés aux restructurations/litiges de l'exercice	-163	62
Crédit d'impôt compétitivité emploi (CICE)	136	138
Autres frais administratifs	-4 580	-4 401
Total des charges générales d'exploitation	-16 186	-15 752

Conformément à l'article 24-18 du décret du 29 novembre 1983, le montant global des rémunérations allouées aux membres des organes de direction n'est pas donné car il conduirait à donner une information trop individualisée.

Les administrateurs ne perçoivent pas de jetons de présence au titre de leur mandat.

Le montant des honoraires des commissaires aux comptes figurant au compte de résultat de l'exercice 2017 s'élève à 164.620 € (TVA non récupérable incluse)

Utilisation du CICE: La Banque a engagé de nombreuses actions visant améliorer sa compétitivité: des investissements informatiques sont engagés afin d'apporter de nouvelles fonctionnalités à nos outils et permettre ainsi d'élargir notre offre de service; par ailleurs, dans le cadre des évolutions réglementaires, la Banque travaille sur la création de nouveaux produits à destination de nos clients. Ces nombreux efforts sont réalisés à la fois par les équipes internes mais aussi par le recours à des prestataires externes spécialisés.

Les dotations aux amortissements des immobilisations incorporelles et corporelles :

(En milliers d'Euros)	2017	2016
Dotations aux amortissements sur immobilisations incorporelles et corporelles	-383	-393
Dotation amortissement du mali de fusion Desys	-575	-575
Reprise de provisions sur immobilisations incorporelles et corporelles		
Refacturations nettes	54	64
Total des dotations aux amortissements	-904	-904

— Coût du risque sur créances - Gains ou pertes sur actifs immobilisés :

1. Coût du risque :

(En milliers d'Euros)	2017	2016
Dotation aux provisions sur créances douteuses		-12
Dotation aux provisions sur factures douteuses	-25	-344
Reprises de provisions utilisées	246	9
Reprises de provisions non utilisées	145	3
Pertes sur créances irrécupérables	-246	-14
Récupération sur créances amorties		
Dotation aux provisions pour engagements par signature et litiges		
Perte sur engagement par signature et litiges		-575
Reprise de provisions pour engagements par signature et litiges	44	520
Total coût du risque	163	-413

2. Gains ou pertes sur actifs immobilisés :

(En milliers d'Euros)	2017	2016
Dotation aux provisions pour dépréciation titres RBC DISF	-1 259	-2 555
Dotation pour risques complémentaire sur la situation nette négative de RBC DISF		
Dotation aux provisions pour dépréciation immobilisations corporelles et incorporelles		
Reprises de provisions sur titres		
Reprise de la provision pour risques sur la situation nette négative de RBC DISF		

Reprises de provisions sur immobilisations corporelles et incorporelles		
Moins-values sur cessions titres		
Moins-values sur cessions immobilisations corporelles et incorporelles		-1
Plus-values sur cessions titres		
Plus-values sur cessions immobilisations corporelles et incorporelles		
Total gains ou pertes sur actifs immobilisés	-1 259	-2 556

— Opérations en devises et relevé des opérations de hors bilan sur autres instruments financiers :

(En milliers d'Euros)	Au 31/12/2017	Au 31/12/2016
Montant global des éléments d'actif libellés en devises étrangères, convertis en euros	231 831	215 346
Montant global des éléments de passif libellés en devises étrangères, convertis en euros	232 556	219 817

— Relevé des opérations de hors bilan sur devises et autres instruments financiers :

	Au 31/12/2017	Au 31/12/2016
1. Sur devises (a)		
Opérations change au comptant	2 298	4 987
Opérations de change à terme		
Swaps de devises		
Futures sur devises		
Options sur devises		
Contrats de taux de change à terme		
2. Sur autres instruments financiers		
2.1. Sur intérêts (b)		
Swaps de taux d'intérêt		
Opérations d'intérêts futures		
Contrats à terme de taux d'intérêt		
Options sur taux d'intérêt		
2.2 Autres achats et ventes à terme (c)		
Autres contrats d'options		
Autres opérations de futures		
Autres achats et ventes à terme		
(a) Devises à livrer ou à recevoir		
(b) Montant nominal		
(c) Prix achat/vente convenu		

— Impôts sur les sociétés :

(En milliers d'Euros)	2017	2016
Charge d'impôt société mère		1
Réallocation à RBC ISF de l'économie d'Is provenant de l'utilisation de son déficit	-343	-41
Total	-343	-40

Les déficits fiscaux du Groupe d'intégration fiscale s'élèvent à 11,6 M€

— Tableau des filiales et participations :

Filiales et participations	Informations financières (en euros)									
	Capital au 31/12/17	Capitaux propres autres que capital au 31/12/17	Quote-part du capital	Valeur comptable des titres détenus au 31/12/17		Prêts et avances consentis et non encore remboursés	Montant des cautions et avals donnés	Chiffre d'affaires HT de 2017	Résultat 2017	Dividende s encaissés
				Brute	Nette					
A. Titres dont la valeur brute excède 1% du capital de RBC Investor Services Bank										
1. Filiales détenues à plus de 50%										
RBC Investor	8 000 000	-4 374 093	100%	33 000 640	3 625 907		0	6 974 882	-1 258 670	0

Services France									
105, rue Réaumur									
75002 Paris									
2. Participations détenues entre 10 et 50%									
B. Renseignement s globaux sur les autres titres dont la valeur brute n'excède pas 1% du capital de RBC Dexia Investor Services Bank									
1. Ensemble des filiales françaises									
2. Ensemble des filiales étrangères									
3. Ensemble des participations françaises									
4. Ensemble des participations étrangères									

— Résultats financiers des cinq derniers exercices (En Euros.) :

Nature des indications	31/12/2013	31/12/2014	31/12/2015	31/12/2016	31/12/2017
I. Situation financière en fin d'exercice :					
a. Capital social	72 240 000	72 240 000	72 240 000	72 240 000	72 240 000
b. Nombre d'actions émises	722 400	722 400	722 400	722 400	722 400
c. Nombre d'obligations convertibles en actions					
II. Résultat global des opérations effectives :					
a. Chiffre d'affaires hors taxes *	20 766 976	22 709 264	18 936 663	16 461 674	17 535 901
b. Bénéfice avant impôt, amortissements, provisions et participation des salariés	2 233 606	5 209 859	4 178 176	119 966	963 611
c. Impôt sur les bénéfices (1)	752 432	883 208	702 001	40 282	342 962
d. Participation des salariés (2)	0	0	0	0	0
e. Bénéfice après impôt, amortissements, provisions et participation des salariés	-169 262	2 897 025	1 674 846	-3 203 837	-992 269
f. Montant des bénéfices distribués					
III. Résultat des opérations réduit à une seule action :					
a. Bénéfice après impôt et participation des salariés, mais avant amortissements et provisions	2,05	5,99	4,81	0,11	0,86
b. Résultat après impôts, amortissements, provisions et participation des salariés	-0,23	4,01	2,32	-4,43	-1,37
c. Dividende versé à chaque action					
IV. Personnel :					
a. Nombre de salariés	121	125	120	120	123
b. Montant de la masse salariale	7 367 316	8 549 654	7 621 885	7 428 924	8 103 626
c. Montant des sommes versées au titre des avantages sociaux (S.S., œuvres sociales ...)	3 845 321	4 345 686	3 897 391	3 913 054	4 214 249

(*) Produit net bancaire

(1) incluant la réallocation à la filiale de l'économie immédiate d'Is réalisée par le Groupe d'intégration fiscale

(2) Quote-part de la participation calculée sur les résultats bénéficiaires des sociétés de l'Unité Économique et Sociale dont fait partie RBC Investor Services Bank France

B. — Comptes consolidés.**I. — Bilan consolidé au 31 décembre 2017.**

(En milliers d'Euros.)

Actif	31/12/2017	31/12/2016
Opérations interbancaires et assimilées	1 350 310	1 253 676
Opérations avec la clientèle	77 740	132 793
Opérations de crédit bail et assimilés		
Obligations, actions, autres titres à revenu fixe et variable	0	0
Participations, parts dans les entreprises liées, autres		
Titres détenus à long terme	0	0
Immobilisations corporelles et incorporelles	5 553	5 648
Écarts d'acquisition	0	235
Comptes de régularisation et actifs divers	56 930	133 626
Total de l'actif	1 490 534	1 525 978

Passif	31/12/2017	31/12/2016
Opérations interbancaires et assimilées	49 511	51 192
Opérations avec la clientèle	1 203 224	1 262 518
Dettes représentées par un titre	0	0
Comptes de régularisation et passifs divers	179 905	153 487
Écarts d'acquisition	0	0
Provisions pour risques et charges	2 887	3 145
Dettes subordonnées	0	0
Fonds pour risques bancaires généraux (FRBG)	0	0
Intérêts minoritaires	0	0
Réserves minoritaires	0	0
Résultat de l'exercice (part des minoritaires)	0	0
Capitaux propres part du groupe (hors FRBG)	55 007	55 636
Capital souscrit	72 240	72 240
Primes d'émission	0	0
Réserves consolidées et autres	-16 604	-13 911
Résultat de l'exercice (part du groupe)	-629	-2 692
Total du passif	1 490 534	1 525 978

Hors-bilan	31/12/2017	31/12/2016
Engagements donnés :		
Engagements de financement	12 304	138 078
Engagement en faveur d'établissements de crédit		
Engagements en faveur de la clientèle	12 304	138 078
Engagements de garantie	54	54
Engagements d'ordre d'établissements de crédit	54	54
Engagements d'ordre de la clientèle		
Engagements sur titres		
Engagements reçus :		
Engagements de financement	0	0
Engagements reçus d'établissements de crédit		
Engagements reçus de la clientèle		
Engagements de garantie	100 000	100 000
Engagements reçus d'établissements de crédit	100 000	100 000
Garanties reçues de la clientèle		
Engagements sur titres		

(En milliers d'Euros)	2017	2016
+ Intérêts et produits assimilés	2 209	1 454
- Intérêts et charges assimilées	-4 303	-3 120
+ Revenus des titres à revenu variable	0	0
+ Commissions (produits)	27 648	25 849
- Commissions (charges)	-2 551	-2 472
+/- Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation	670	990
+/- Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés	0	0
+ Autres produits d'exploitation bancaire	137	165
- Autres charges d'exploitation bancaire	-474	-438
Produit net bancaire	23 337	22 428
- Charges générales d'exploitation	-23 522	-24 144
- Dotations aux amortissements et aux provisions sur immobilisations incorporelles et corporelles	-396	-403
Résultat brut d'exploitation	-581	-2 119
- Coût du risque	163	-511
Résultat d'exploitation	-418	-2 630
+/- Quote-part dans le résultat net des entreprises mises en équivalence	0	0
+/- Gains ou pertes sur actifs immobilisés	0	-1
Résultat courant avant impôt	-418	-2 631
+/- Résultat exceptionnel	0	0
- Impôt sur les bénéfices	23	174
- Dotations aux amortissements des écarts d'acquisition	-235	-235
+/- Dotations / Reprises de FRBG	0	0
Intérêts minoritaires	0	0
Résultat net - part du groupe	-629	-2 692
Résultat part du groupe par action (en euros)	-0,87	-3,73

III. — Annexe aux comptes consolidés.

Note 1. — Les faits marquants de l'exercice.

Taux d'intérêt négatif. — La zone Euro est désormais soumise à l'application de taux d'intérêt négatif sur les placements réalisés auprès de la Banque Centrale Européenne.

Les placements réalisés auprès de la maison mère ainsi que les dépôts effectués auprès de la Banque de France (en sus des réserves obligatoires) se voient ainsi appliquer ces taux d'intérêt négatif.

Depuis mai 2016, la Banque a progressivement appliqué à ses clients des frais liés à ces intérêts négatifs.

Contrôles fiscaux.

— La Banque a fait l'objet en 2017 d'un contrôle fiscal portant sur la période 2014-2016 ; un seul redressement a été notifié : il concerne la déductibilité d'une provision pour indemnité de fin de carrière constituée en 2006, d'un montant de 37.851 €. Une réponse a été transmise le 4 janvier 2018 demandant l'abandon du redressement compte tenu de la date de dotation de la provision et de la justification du redressement.

— La filiale RBC Investor Services Banque d'administration de fonds a également fait l'objet en 2017 d'un contrôle fiscal portant sur la même période. L'avis final conclut à une absence de notification.

Note 2. — Les principes comptables.

Les comptes consolidés sont présentés conformément aux principes définis par le règlement CRC n° 00-04 du 4 juillet 2000 du Comité de la Réglementation Comptable, modifié par le règlement n°2005-05 du 3 novembre 2005 du CRC.

Les comptes sont établis en euros, comme les comptes individuels de RBC Investor Services Bank France et de sa filiale. Ils sont présentés sous une forme identique à celle de l'exercice précédent.

Périmètre et méthode de consolidation. — RBC Investor Services Bank France (RBC ISBF) établit des comptes consolidés depuis le 1^{er} janvier 2008 avec sa filiale RBC Investor Services France (RBC ISF).

Par ailleurs, RBC ISF a acquis en novembre 2009 100% de la société FMS Hoche et l'a absorbé par une opération de fusion simplifiée en date du 31 décembre 2009 avec effet rétroactif comptable et fiscal au 1^{er} janvier 2009.

Enfin, en date du 30 juin 2010, RBC ISBF a acquis 100% du prestataire informatique, Desys Informatique Finance. Cette société a été absorbée par RBC ISBF le 1^{er} juillet 2014 avec effet rétroactif comptable et fiscal au 1^{er} janvier 2014.

Périmètre 2017 (sans changement par rapport à 2016) :

— RBC ISBF détient une filiale consolidée par intégration globale :

— RBC INVESTOR SERVICES France (RBC ISF) détenue à 100%, société de gestion administrative et comptable d'OPC.

2.1. Principes comptables :

Conversion des comptes en devises. — Les créances et dettes libellées en devises sont converties en contre valeur euros à la clôture de l'exercice au cours du marché, les gains ou pertes générés étant enregistrés dans le compte de résultat.

Portefeuille-titres. — Les titres détenus par RBC DISBF et sa filiale sont inscrits à l'actif du bilan dans les postes :

- Opérations interbancaires et assimilées (pour les effets publics et valeurs assimilées)
- Obligations, actions, autres titres à revenu fixe et variable
- Participations, parts dans les entreprises liées, autres titres détenus à long terme

En application du règlement ANC 2014-07 (Livre II – Titre 3), ils sont ventilés, dans l'annexe, en titres de transaction, titres de placement et titres d'investissement, titres de participation, titres de l'activité de portefeuille et autres titres détenus à long terme et parts dans les entreprises liées

a) Titres de transaction : Il s'agit de titres négociables sur un marché dont la liquidité est assurée et qui sont acquis avec l'intention, dès l'origine, de les revendre à brève échéance.

Les titres de transaction sont comptabilisés à la date de leur acquisition, pour leur prix d'acquisition frais exclus, en incluant le cas échéant les intérêts courus.

A chaque arrêté comptable, ils sont évalués par référence au dernier cours du marché connu. Les différences résultant des variations de cours sont portées directement au compte de résultat.

Les titres enregistrés parmi les titres de transaction ne peuvent être reclassés dans une autre catégorie comptable et continuent à suivre les règles de présentation et de valorisation des titres de transaction jusqu'à leur sortie du bilan par cession, remboursement intégral ou passage en pertes.

b) Titres de placement : Ce sont tous les titres acquis, qui ne sont inscrits dans aucune des autres catégories de titres.

Les titres de placement sont inscrits au bilan au prix d'acquisition frais exclus et hors intérêts courus qui sont enregistrés dans des comptes rattachés.

Pour les titres à revenu fixe, les intérêts courus et non échus sont intégrés dans les produits. Par ailleurs, lorsque leur prix d'acquisition est supérieur à leur prix de remboursement, la différence est amortie sur la durée de vie résiduelle des titres. Lorsqu'à l'inverse, le prix d'acquisition des titres à revenu fixe est inférieur à leur prix de remboursement, la différence est portée en produits sur la durée de vie résiduelle des titres. L'étalement de ces différences est réalisé en utilisant la méthode actuarielle.

A la clôture de l'exercice, les moins values latentes ressortant de la différence entre la valeur comptable et le prix de marché des titres font l'objet d'une dépréciation. Les plus values latentes ne sont pas comptabilisées.

Les actions sont évaluées sur la base du dernier cours de bourse si les titres sont cotés, ou de leur valeur probable de négociation s'ils ne sont pas cotés.

c) Titres d'investissement : Ce sont exclusivement des titres à revenu fixe, assortis d'une échéance fixée, acquis avec l'intention manifeste de les conserver jusqu'à l'échéance. En cas de cession de titres d'investissement ou de transfert dans une autre catégorie de titres, pour un montant significatif par rapport au montant total des titres d'investissement détenus, la banque n'est plus autorisée, pendant l'exercice en cours et pendant les deux exercices suivants, à classer en titres d'investissement des titres antérieurement acquis et les titres à acquérir. Les titres d'investissement antérieurement acquis sont reclassés dans la catégorie Titres de placement pour leur valeur nette comptable déterminée à la date de reclassement (avec écart de valorisation en résultat).

Cette interdiction de cession est toutefois levée dans un certain nombre de cas précisés par le règlement et en particulier si la qualité du crédit de l'émetteur se dégrade fortement ou si les exigences en fonds propres nécessitent la cession ou si les réglementations fiscales et juridiques évoluent.

Les titres d'investissement sont inscrits au bilan au prix d'acquisition frais exclus hors intérêts courus qui sont enregistrés dans des comptes rattachés. Les intérêts courus non échus sont enregistrés prorata temporis en résultat. Par ailleurs, lorsque leur prix d'acquisition est supérieur à leur prix de remboursement, la différence est amortie sur la durée de vie résiduelle des titres. Lorsqu'à l'inverse, le prix d'acquisition des titres à revenu fixe est inférieur à leur prix de remboursement, la différence est portée en produits sur la durée de vie résiduelle des titres. L'étalement de ces différences est réalisé en utilisant la méthode actuarielle.

En date d'arrêté, les gains latents ne sont pas comptabilisés et les dépréciations n'ont pas à être provisionnées, sauf dans le cas où il y a un doute sur la capacité de l'émetteur à faire face à ses obligations ou s'il est probable que l'établissement ne conserve pas ces titres jusqu'à l'échéance.

d) Titres de participation : Ce sont les titres dont la possession durable est estimée utile à l'activité de la société

Les titres de participation dans les sociétés sont comptabilisés à leur coût d'achat. Les plus ou moins-values de cession de titres de participation sont comptabilisées dans la rubrique "Gains ou pertes sur actifs immobilisés" du compte de résultat.

En date d'arrêté, les titres de participation sont évalués au plus bas des deux montants : leur coût d'acquisition ou leur valeur d'utilité. Les moins-values latentes donnent lieu à la constitution d'une dépréciation.

e) Titres de l'activité de portefeuille (TAP) et autres titres détenus à long terme : Les titres de l'activité de portefeuille regroupent les investissements réalisés de manière régulière avec pour seul objectif d'en retirer un gain en capital à moyen terme sans intention d'investir durablement dans le développement du fonds de commerce de l'entreprise émettrice, ni de participer activement à sa gestion opérationnelle (activité de capital risque notamment). Des titres ne peuvent être affectés à ce portefeuille que si cette activité, exercée de manière significative et permanente dans un cadre structuré, procure une rentabilité récurrente, provenant principalement des plus values de cession réalisées.

Les titres sont comptabilisés à leur coût d'achat.

En date d'arrêté, les Tap sont évalués au plus bas des deux montants : leur coût d'acquisition ou leur valeur d'utilité (déterminée en tenant compte des perspectives générales d'évolution de l'émetteur et de la durée résiduelle de détention). Les moins-values latentes donnent lieu à la constitution d'une dépréciation.

Les autres titres détenus à long terme visent à favoriser le développement de relations professionnelles durables avec l'entreprise émettrice, malgré un faible pourcentage de droits de vote.

Les titres sont comptabilisés à leur coût d'achat.

En date d'arrêté, les autres titres détenus à long terme sont évalués au plus bas des deux montants : leur coût d'acquisition ou leur valeur d'utilité. Les moins-values latentes donnent lieu à la constitution d'une dépréciation.

Écarts d'acquisition. — Lorsqu'une société est consolidée pour la première fois, il est constaté un écart entre le prix d'acquisition des titres et la part dans les capitaux propres de la société consolidée à laquelle ils correspondent. Les principales différences liées à la ré estimation des actifs sont, dans la mesure du possible, affectées aux postes du bilan qui sont concernés.

L'écart positif résiduel est inscrit à l'actif du bilan consolidé sous la rubrique « écart d'acquisition ». Il est amorti linéairement, en principe, sur une durée de dix ans. Toutefois, dans le cas de Desys, une durée de 5,5 années a été retenue afin de s'aligner sur la durée des contrats avec les clients et cet écart est désormais totalement amorti.

Immobilisations et amortissements. — Les immobilisations incorporelles et corporelles sont comptabilisées selon le règlement ANC n° 2014-03 (livre I - titre 2 – chapitre 1), relatif à la définition, la comptabilisation et l'évaluation des actifs ; leurs règles d'amortissement et de dépréciation y sont également définies.

Ce règlement a été modifié par le règlement ANC n°2015-06 du 23 novembre 2015, applicable à compter du 1^{er} janvier 2016, qui précise les nouvelles règles applicables aux fonds commerciaux/mali de fusion.

Définitions. — Une immobilisation incorporelle est un actif non monétaire sans substance physique ; elle est identifiable si elle est séparable des activités de l'entité, c'est à dire susceptible d'être vendue, transférée, louée ou échangée ou si elle résulte d'un droit légal ou contractuel. Les logiciels acquis ou créés, les fonds de commerce constituent des immobilisations incorporelles.

Une immobilisation corporelle est un actif physique (identifiable, porteur d'avantages économiques futurs, contrôlé, dont le coût est évalué avec une fiabilité suffisante) dont la banque attend qu'il soit utilisé au delà de l'exercice en cours.

Lorsque des éléments constitutifs d'une immobilisation sont exploités de façon indissociable, l'immobilisation est un bien non décomposable. Si un ou plusieurs éléments constitutifs de l'actif ont chacun des utilisations différentes ou procurent des avantages économiques à l'entreprise selon un rythme différent, chaque élément est identifié et comptabilisé séparément et un plan d'amortissement propre à chacun de ces éléments est retenu. Cette approche par composants vise les dépenses de remplacement (les composants à identifier sont les éléments destinés à être remplacés).

Les immobilisations de RBC Investor Services Bank France SA ne sont pas décomposables.

— Coûts d'entrée : Lors de leur entrée dans le patrimoine de la banque, les immobilisations incorporelles et corporelles sont enregistrées à :
– leur coût d'acquisition, y compris les taxes non récupérables, les frais accessoires directement attribuables à l'acquisition ou la mise en état de fonctionnement du bien.
– leur coût de production pour celles produites par la banque.

— Amortissements : Les amortissements sont calculés sur la durée d'utilisation estimée des immobilisations et selon le mode qui correspond à la durée effective des biens (dégressif pour le matériel informatique ou linéaire pour les autres immobilisations).

La valeur amortissable des immobilisations est sa valeur brute d'entrée dans le patrimoine diminuée de sa valeur résiduelle (si celle-ci est significative et mesurable). Le plan d'amortissement est propre à chaque actif amortissable mais est toutefois établi par catégorie d'éléments.

Les principales durées d'utilisation retenues sont :

- 4 ans pour les logiciels acquis
- 3 ans pour le matériel informatique (micro-ordinateurs, imprimantes...), le matériel de communication et bureautique (télécopieurs, téléphones,...)
- 5 ans pour les sièges et 8 ans pour les autres mobiliers
- 5 ans pour les peintures, moquettes et stores
- 9 ans pour les agencements de l'immeuble de la rue Réaumur (durée du bail)

Leur utilisation n'étant pas limitée dans le temps, les fonds de commerce et les œuvres d'art ne font pas l'objet d'amortissement.

— Dépréciations des fonds commerciaux : En date d'arrêté, il est procédé à un test de dépréciation qui consiste à déterminer la valeur d'utilité par actualisation des flux de résultat attendus. De cette valeur, les capitaux propres réglementaires sont retranchés pour déterminer la valeur du fonds de commerce. Lorsque la valeur du fonds de commerce dite valeur d'usage ou la valeur vénale (si cette dernière est supérieure à la valeur d'usage) est inférieure à la valeur nette comptable lors du test de dépréciation, il est procédé à la constitution d'une dépréciation pouvant être reprise si l'actif continue à être utilisé,

Si la valeur actuelle est supérieure à la valeur nette comptable, la plus value constatée n'est pas comptabilisée.

Dépréciations sur créances sur la clientèle. — Les crédits accordés à la clientèle sont enregistrés au bilan à leur valeur nominale.

Les créances sont considérées comme douteuses lorsqu'elles présentent un risque de crédit avéré. Ce sont les créances impayées depuis plus de trois mois ainsi que les créances présentant un caractère contentieux (procédure d'alerte, de redressement judiciaire...).

Lorsque des intérêts sur les créances douteuses restent décomptés, ils sont provisionnés à due concurrence.

Provisions (au passif). — Y figurent :

- les provisions destinées à couvrir des engagements par signature,
- les provisions pour risques,

Conformément au règlement ANC n° 2014-03 (livre I - titre 3 – chapitre 2) qui définit un passif, un passif éventuel et une provision pour risques et charges, et qui prescrit leur comptabilisation, une provision pour risques est comptabilisée à la clôture de l'exercice pour des risques nettement précisés quant à leur objet, si :

- à la date de clôture l'entité a une obligation à l'égard d'un tiers,
- il est probable ou certain, à la date d'établissement des comptes, que cette obligation provoquera une sortie de ressources au bénéfice du tiers sans contrepartie au moins équivalente attendue de celui-ci après la date de clôture.

Opérations de change et sur instruments financiers à terme. — Les méthodes d'évaluation et de comptabilisation utilisées pour les swaps ainsi que les instruments de taux et les options sur ces contrats sont conformes au règlement 90-15 du CRBF, modifié par le règlement ANC 2014-07 (livre II – titre 5 – chapitre 2).

L'engagement est comptabilisé en hors bilan pendant toute la durée du contrat pour sa valeur nominale.

Les opérations de change à terme (y compris dans les swaps « cambistes ») sont évaluées au cours du comptant et les report/déport sont comptabilisés dans les résultats prorata temporis sur la durée effective des contrats.

Toutes les opérations de change sont réalisées avec la clientèle et systématiquement couvertes par des opérations symétriques avec un établissement de crédit.

Intérêts et commissions. — Les intérêts sont enregistrés au compte de résultat prorata temporis. Les intérêts courus en date d'arrêté sont enregistrés au niveau du bilan dans le poste des opérations auxquelles ils se rattachent ; toutefois les intérêts payés ou perçus d'avance restent enregistrés en compte de régularisation.

Les commissions sont pour l'essentiel appréhendées, donc constatées en résultat, au fur et à mesure de la réalisation de la prestation, sans tenir compte de la date de leur encaissement.

Retraites et indemnités de fin de carrière. — Au 31 décembre 2017, les calculs effectués par l'actuaire du Groupe sur les indemnités de fin de carrière et les primes d'ancienneté ont conduit à constituer des provisions prenant en compte les hypothèses retenues :

- un taux d'actualisation de 1,90 % pour les indemnités de fin de carrière
- un taux d'actualisation de 1,40 % pour les primes d'ancienneté
- une inflation de 1,75 %.

Impôts sur les sociétés. — Les sociétés consolidées sont soumises à l'impôt sur les sociétés selon les règles et les taux en vigueur.

Le taux de l'impôt sur les sociétés est en France de 33,1/3 %, auquel s'ajoute une contribution sociale de 3,3% sur l'impôt (calculé au taux normal et diminué d'un abattement de 763.000 €).

Un groupe d'intégration fiscale a été constitué à compter du 1^{er} janvier 2008 avec la filiale RBC Investor Services France. Jusqu'en 2010, les éventuels gains d'impôt résultant de l'intégration étaient conservés par la maison mère. A compter de l'exercice 2011, une nouvelle convention d'intégration fiscale entre les deux entités prend en compte la participation réelle de la société filiale au régime de l'intégration : en conséquence, l'économie d'impôt immédiate sera affectée à la filiale ayant dégagé un déficit dans la proportion du déficit constaté.

Le droit au report des déficits est illimité dans le temps. Toutefois, le bénéfice d'un exercice ne peut s'imputer sur ces déficits que dans la limite d'un montant de un million d'euros, majoré de 50% de la fraction du bénéfice excédant ce seuil.

Crédit d'impôt pour la Compétitivité et l'Emploi (CICE). — Le CICE a pour objectif le financement de l'amélioration de la compétitivité des entreprises, à travers notamment des efforts en matière d'investissement, de recherche, d'innovation, de formation, de recrutement, de prospection de nouveaux marchés et de reconstitution de leur fonds de roulement.

Il correspond à un pourcentage (7% en 2017) des rémunérations versées qui n'excèdent pas 2,5 fois le SMIC.

Le CICE permet de diminuer les charges de personnel et est ainsi comptabilisé au crédit des charges de personnel

Impôts différés. — L'impôt sur les sociétés est en général comptabilisé au cours de la période où il est exigible. Toutefois, lorsque les différences surviennent du fait que certains produits ou charges peuvent être imputables à un exercice donné pour la détermination du bénéfice comptable et à un autre exercice pour la détermination du bénéfice fiscal, des impôts différés sont comptabilisés dans les comptes consolidés.

Informations sectorielles :

— RBC Investor Services Bank France n'assure qu'un métier : dépositaire et teneur de compte pour les clients de sociétés de gestion.

— RBC Investor Services France n'assure également qu'un métier: la valorisation d'OPCVM.

1.3. Les changements de méthodes comptables. — Aucun changement de méthode n'est intervenu au cours de l'exercice.

— Évolution des capitaux propres consolidés :

(En milliers d'Euros)	Au 31/12/2016	Affectation du résultat 2016	Résultat 2017	Au 31/12/2017	Groupe	Minoritaires
Capital	72 240			72 240	72 240	
Réserves consolidées	-13 911	-2 692		-16 604	-16 604	
Résultat consolidé 2016	-2 692	2 692		0	0	
Résultat consolidé 2017			-629	-629	-629	
Capitaux propres	55 636	0	-629	55 007	55 007	0

RBC Investor Services Bank France est incluse dans les comptes consolidés de RBC INVESTOR SERVICES BANK Luxembourg, et plus globalement dans les comptes consolidés du Groupe RBC

— Immobilisations corporelles et incorporelles :

(En milliers d'Euros)	Valeurs brutes					Amortissem ents et dépréciation s	Valeurs nettes
	01/01/17	Acquisitions	Transferts Postes à postes	Cessions, mises au Rebut, autres	31/12/17	31/12/17	31/12/17
Immobilisations incorporelles :							
Frais d'établissement	0				0		0
Frais de recherches et de développement, logiciels	3 193	222			3 415	-3 057	358
Fonds commerciaux, marques, droits au bail	5 195				5 195	-595	4 600
Certificats d'association (mécanisme de garantie des déposants)	53				53		53
Immobilisations hors exploitation	0				0		0
Immobilisations en cours	23	41			65		65
Total 1	8 463	264	0	0	8 727	-3 651	5 076
Immobilisations corporelles :							
Terrains (exploitation)	0				0		0
Constructions (exploitation)	0				0		0
Autres immobilisations corporelles	4 394	30			4 424	-3 947	478
Immobilisations en cours	0				0		0
Total 2	4 394	30	0	0	4 424	-3 947	478
Immobilisations financières							
Titres d'investissement (1)					0		0
Créances rattachées					0		0
Participations et activité de portefeuille					0		0
Participations dans les entreprises liées					0		0
Total 2	0			0	0	0	0
Total général 1 + 2	12 858	294	0	0	13 151	-7 598	5 553

La valeur nette du poste Fonds commerciaux a pour origine le transfert par apport partiel d'actif de Dexia Banque Privée France à Dexia Investor Services Bank France dans le cadre de la création de la Banque. La valeur retenue pour le fonds de commerce lors de cette opération est de 4,6 M€ et représente l'activité de conservation ainsi apportée.

(En milliers d'Euros)	Amortissements					Dépréciations	
	01/01/17	Dotations	Transferts Postes à postes	Reprises et Diminutions sur cessions	31/12/17	01/01/17	31/12/17
Immobilisations incorporelles :							
Frais d'établissement	0				0		
Frais de recherches et de développement, logiciels	2 847	209			3 057		
Fonds commerciaux, marques, droits au bail	290				290	305	305
Immobilisations hors exploitation	0				0		
Immobilisations en cours	0				0		
Total 1	3 137	209	0	0	3 347	305	305
Immobilisations corporelles :							
Terrains (exploitation)	0				0		
Constructions (exploitation)	0				0		
Autres immobilisations corporelles	3 768	179			3 947		
Immobilisations en cours	0				0		
Total 2	3 768	179	0	0	3 947	0	0
Immobilisations financières :							
Titres d'investissement						0	
Participations et activité de portefeuille							
Participations dans les entreprises liées							
Total 2	0			0	0	0	0
Total général 1 + 2	6 905	388	0	0	7 293	305	305

Ventilation de certains actifs / Passifs selon la durée restant à courir (en milliers d'euros) :

Actif	< 3 mois	3 mois > à < 1 an	1 an > à < 5 ans	> 5 ans	Total	Dont créances rattachées	Avec le Groupe RBC
Opérations interbancaires et assimilées	1 350 310	0	0	0	1 350 310	13	803 569
Effets publics							
Caisse, banques centrales et CCP	530 027				530 027		
Créances s/ Etabl.Crédit	820 283				820 283	13	803 569
Opérations avec la clientèle	73 544	4 196			77 740	92	0
Opérations de crédit bail					0		
Total au 31/12/2015	1 423 855	4 196	0	0	1 428 050	105	803 569

Passif	< 3 mois	3 mois > à < 1 an	1 an > à < 5 ans	> 5 ans	Total	Dont dettes rattachées	Avec le Groupe RBC
Banques centrales	69				69	69	
Opérations interbancaires et assimilées	49 442				49 442	79	1 800
Opérations avec la clientèle	1 203 224				1 203 224	65	
Total au 31/12/2015	1 252 735	0	0	0	1 252 735	213	1 800

— Opérations avec la clientèle - dépréciations d'actif et provisions de passif :

1. Répartition opérations avec la clientèle (en milliers d'euros)

(En milliers d'Euros)	2017						
	Total	avec des résidents français					Avec des non résidents
		OPCVM	Sociétés d'assurance	Particuliers	Sociétés/EI	Autres clientèles financières	
Pensions livrées	0						
Comptes ordinaires débiteurs	73 452	71 924	1 453	0	0	76	0
Autres concours à la clientèle	4 196	4 196					0
Créances douteuses brutes		12					
Provisions sur créances douteuses		-12					
Créances douteuses nettes	0						
Encours créances clientèle	77 648	76 120	1 453	0	0	76	0
Créances rattachées	92						
Total opérations avec la clientèle	77 740						

Passif	2 017						
	Total	avec des résidents français					Avec des non résidents
		OPCVM	Stés d'assurance	Particuliers	Sociétés/EI	Autres clientèles financières	
Pensions livrées	0						
Comptes ordinaires créditeurs	1 203 121	1 129 120	27 242	2 193	3 024	19 794	21 749
Comptes créditeurs à terme	0						
PEA	39			39			
Encours dettes clientèle	1 203 160	1 129 120	27 242	2 232	3 024	19 794	21 749
Créances rattachées	65						
Total opérations avec la clientèle	1 203 224						

2. Dépréciations d'actif et provisions de passif (hors dépréciations sur portefeuilles titres) :

(En milliers d'Euros)	Stock de provisions au 31/12/2016	Changement de méthode	Dotations	Reprises utilisées	Reprises non utilisées	Autres	Stock de provisions au 31/12/2017
I. Dépréciations d'actif :	489	0	25	-344	-145	0	25
Total créances clientèle douteuses brutes au 31/12/2017 = 0	12				-12		0
Total factures clientèle émises > 90j = 33 milliers d'Euros + autres factures provisionnées = 28 milliers d'Euros	477		25	-344	-133		25
II. Provisions de passif :							
Provisions sur engagements clientèle par signature et hors bilan	0						0
Provisions liées à la trésorerie	0						0
Provisions fiscales	0						0
Provisions pour charge de personnel	2 892		681	-537	-220		2 815
Provisions pour immobilier	0						0
Provisions pour risque opérationnel et litiges	253		3	-140	-44		72
Autres provisions de passif	0						0
Total II	3 145	0	684	-678	-264	0	2 887

Total I et								
II		3 633	0	709	-1 021	-409	0	2 912

— Autres actifs et comptes de régularisation actif (en milliers d'Euros) :

Autres actifs	31/12/2017	31/12/2016
Instruments conditionnels achetés		
Comptes de règlement relatifs aux opérations sur titres	40 584	122 374
Dépôts de garantie versés aux compensateurs		
Autres dépôts de garantie	381	395
Débiteurs divers	3 688	2 559
Impôts différés actifs	801	778
Comptes de stocks et emplois divers		
Total des autres actifs	45 455	126 106

Comptes de régularisation actif	31/12/2017	31/12/2016
Comptes d'encaissement		
Comptes d'ajustement sur devises	3	
Charges constatées d'avance	541	644
Produits à recevoir	6 697	5 282
Intérêts à recevoir report déport		
Autres comptes de régularisation	4 235	1 595
Total des comptes de régularisation actif	11 475	7 521
Comptes de régularisation et actifs divers	56 930	133 626

— Autres passifs et comptes de régularisation passif (en milliers d'Euros) :

Autres passifs	31/12/2017	31/12/2016
Instruments conditionnels vendus		
Comptes de règlement relatifs aux opérations sur titres	170 553	107 230
Dépôts de garantie reçus des clients		
Organismes sociaux	975	1 150
Créditeurs divers	3 227	1 953
Total des autres passifs	174 755	110 333

Comptes de régularisation passif	31/12/2017	31/12/2016
Comptes d'encaissement		
Comptes d'ajustement		21
Produits constatés d'avance	15	18
Intérêts à payer report déport		
Charges à payer diverses	5 118	3 731
OST en instance d'affectation		39 248
Autres comptes de régularisation	17	137
Total des comptes de régularisation passif	5 151	43 154
Comptes de régularisation et passifs divers	179 905	153 487

— Portefeuille titres consolidé par nature d'opération au 31.12.2017 :

(En milliers d'Euros)	Transactions			Placement			Investissement			Participation et autres titres détenus à long terme			Total
	Brut	Dépréciations	Net	Brut	Dépréciations	Net	Brut	Dépréciations	Net	Brut	Dépréciations	Net	
Effets publics et assimilés													0
B T													0
OAT													0
Créances rattachées													0
Obligations et autres titres à revenu fixe (1)													0

Obligations													0
EMTN													0
Billet trésorerie													0
CD													0
BMTN													0
Créances rattachées													0
Actions et autres titres à revenu variable													0
Actions													0
OPCVM													0
Créances rattachées													0
Participations et autres titres détenus à long terme													0
Actions													0
Parts													0
Créances rattachées													0
Sociétés mise en équivalence													0
Actions													0
Parts													0
Créances rattachées													0
Parts dans les entreprises liées													0
Actions													0
Parts													0
Créances rattachées													0
Total (a)	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
(A) Dont valeurs nettes des titres cotés													0
Dont valeurs nettes des titres non cotés													0
Dont créances rattachées													0

— Écarts d'acquisition :

1. Variations de l'exercice :

(En milliers d'Euros)	Écarts d'acquisition positifs au 31/12/09	Variations 2010	Variations 2011	Variation 2012	Variation 2013	Variation 2014	Variation 2015	Variation 2016	Variation 2017	Écarts d'acquisition positifs au 31/12/17
Valeur comptable brute	2 345									2 345
Variations de l'exercice:										
Entrées dans le périmètre		4 975								4 975
Due à une augmentation du pourcentage de détention										
Due à une diminution du pourcentage de détention										
Sorties du périmètre										
Amortissements	-469	-687	-1 139	-1 139	-1 139	-1 139	-1 139	-235	-235	-7 320
Amortissements exceptionnels										

Valeur comptable nette	1 876	4 288	-1 139	-1 139	-1 139	-1 139	-1 139	-235	-235	0
------------------------	-------	-------	--------	--------	--------	--------	--------	------	------	---

2. Détail des écarts d'acquisition :

	Année d'acquisition	Écart brut	Dotatio n amort. 2008	Dotati on amort. 2009	Dotatio n amort. 2010	Dotatio n amort. 2011	Dotatio n amort. 2012	Dotati on amort. 2013	Dotatio n amort. 2014	Dotatio n amort. 2015	Dotati on amort. 2016	Dotatio n amort. 2017	Amort. Au 31/12/1 7	Écart net au 31/12/1 7
RBC Dexia investor services France (1)	2 007	2 345	-235	-235	-235	-235	-235	-235	-235	-235	-235	-235	-2 345	0
Desys informatique Finance (2)	2 010	4 975			-452	-904	-904	-904	-904	-904			-4 975	0
(1) l'écart d'acquisition est amorti sur 10 ans à compter du 1er janvier 2008														
(2) l'écart d'acquisition est amorti sur 5,5 ans à compter du 1er juillet 2010														

— Détail des produits et charges d'intérêts (en milliers d'Euros) :

Produits	31/12/2017	Dont intérêts report déport	31/12/2016	Dont intérêts report déport
Opérations avec les établissements de crédits	1 189		657	
Opérations avec la clientèle	1 019		797	
Obligations et autres titres à revenu fixe				
Intérêts et Produits assimilés	2 209	0	1 454	0

Charges	31/12/2017	Dont intérêts report déport	31/12/2016	Dont intérêts report déport
Opérations avec les établissements de crédits	-3 680		-3 030	
Opérations avec la clientèle	-622		-91	
Obligations et autres titres à revenu fixe				
Charges sur titres empruntés et diverses				
Intérêts et Charges assimilées	-4 303	0	-3 120	0

— Détail des commissions :

(En milliers d'Euros)	2017	2016
Avec les établissements de crédit		
Avec la clientèle	3 015	771
Relatives aux transactions sur titres	3 067	3 936
Relatives à la conservation des titres et à la fonction dépositaire	12 759	12 364
Relatives à la fonction de gestion administrative et comptable	5 805	5 966
Sur les opérations de change		
De conseil et d'assistance	496	489
Sur moyens de paiement	-193	-149
Autres		
Total des commissions nettes	25 098	23 377
(+) Commissions (produits)	27 648	25 849
(-) Commissions (charges)	-2 551	-2 472

— Détail des gains ou pertes sur opérations financières :

Gains ou pertes	2017	2016
Sur titres de transaction		
Sur titres de placement		
Sur opérations de change	670	990
Sur instruments financiers		
Total	670	990

— Détail des produits et charges d'exploitation bancaire :

(En milliers d'Euros)	2017	2016
Erreurs dans le traitement des opérations	-20	-139
Litiges		
Produits divers	112	164
Charges diverses	-430	-298
Total des produits et charges d'exploitation bancaire	-337	-273

— Détail des charges générales :

(En milliers d'Euros)	2017	2016
Frais de personnel	-16 430	-17 285
Effectif moyen brut	168	174
Autres frais administratifs	-7 092	-6 859
Total des charges générales d'exploitation	-23 522	-24 144

Conformément à l'article 24-18 du décret du 29 novembre 1983, le montant global des rémunérations allouées aux membres des organes de direction n'est pas donné car trop individualisé.

Les administrateurs ne perçoivent pas de jetons de présence au titre de leur mandat.

Le montant des honoraires des commissaires aux comptes figurant au compte de résultat de l'exercice 2017 s'élève à 194.105 € (TVA non récupérable incluse)

Utilisation du CICE: La Banque et sa filiale ont engagé de nombreuses actions visant améliorer leur compétitivité: des investissements informatiques sont engagés afin d'apporter de nouvelles fonctionnalités à nos outils et permettre ainsi d'élargir notre offre de service; par ailleurs, dans le cadre des évolutions réglementaires, la Banque travaille sur la création de nouveaux produits à destination de nos clients. Ces nombreux efforts sont réalisés à la fois par les équipes internes mais aussi par le recours à des prestataires externes spécialisés.

Les dotations aux amortissements des immobilisations incorporelles et corporelles :

(En milliers d'Euros)	2017	2016
Dotations aux amortissements sur immobilisations incorporelles et corporelles	-388	-393
Reprise de provisions sur immobilisations incorporelles et corporelles		
Refacturations nettes	-8	-10
Total des dotations aux amortissements	-396	-403

Coût du risque sur créances - Gains ou pertes sur actifs immobilisés

1. Coût du risque :

(En milliers d'Euros)	2017	2016
Dotation aux provisions sur créances douteuses		-12
Dotation aux provisions sur factures douteuses	-25	-442
Reprises de provisions utilisées	344	35
Reprise de provisions non utilisées	145	3
Pertes sur créances irrécupérables	-344	-40
Récupération sur créances amorties		
Dotation aux provisions pour engagements par signature et litiges		
Perte sur engagement par signature et litiges		-575
Reprise de provisions pour engagements par signature et litiges	44	520
Total coût du risque	163	-511

2. Gains ou pertes sur actifs immobilisés :

(En milliers d'Euros)	2017	2016
Dotation aux provisions pour dépréciation titres		
Dotation aux provisions pour dépréciation immobilisations corporelles et incorporelles		
Reprises de provisions sur titres		

Reprises de provisions sur immobilisations corporelles et incorporelles		
Moins-values sur cessions titres		
Moins-values sur cessions immobilisations corporelles et incorporelles		-1
Plus-values sur cessions titres		
Plus-values sur cessions immobilisations corporelles et incorporelles		
Total gains ou pertes sur actifs immobilisés	0	-1

Opérations en devises et relevé des opérations de hors bilan sur autres instruments financiers :

(En milliers d'Euros)	Au 31/12/2017	Au 31/12/2016
Montant global des éléments d'actif libellés en devises étrangères, convertis en euros	231 831	215 346
Montant global des éléments de passif libellés en devises étrangères, convertis en euros	232 556	219 817

Relevé des opérations de hors bilan sur devises et autres instruments financiers :

(En milliers d'Euros)	Au 31/12/2017	Au 31/12/2016
1. Sur devises (a)		
Opérations change au comptant	2 298	4 987
Opérations de change à terme		
Swaps de devises		
Futures sur devises		
Options sur devises		
Contrats de taux de change à terme		
2. Sur autres instruments financiers		
2.1. Sur intérêts (b)		
Swaps de taux d'intérêt		
Opérations d'intérêts futures		
Contrats à terme de taux d'intérêt		
Options sur taux d'intérêt		
2.2 Autres achats et ventes à terme (c)		
Autres contrats d'options		
Autres opérations de futures		
Autres achats et ventes à terme		
(a) Devises à livrer ou à recevoir (b) Montant nominal (c) Prix achat/vente convenu		

— Impôts sur les sociétés :

(En milliers d'Euros)	2017	2016
Impôt sur le résultat de l'exercice pour le groupe d'intégration fiscale de RBC ISBF	0	2
Produit d'impôt de RBC ISF (*)	343	42
Réallocation dans la Banque de l'économie d'impôt immédiate réalisée par le Groupe d'intégration (**)	-343	-41
Charge d'impôt société mère sur la quote-part du bénéfice supérieure à 1 MILLION D'EUROS + 50%	0	1
Impôts différés sur différences temporaires (**)	23	172
Dotations	23	172
Reprises		
Impact net des impôts différés actif sur le déficit reportable du Groupe		
Total	23	174
(*) Il s'agit de la réallocation aux filiales déficitaires de l'économie d'impôt immédiate réalisée par le Groupe d'intégration fiscale (**) Les impôts différés calculés sur le déficit reportable du groupe d'intégration fiscale sont totalement dépréciés, les business plans à 3 ans ne nous permettant pas d'apprécier la capacité du Groupe en France à utiliser les actifs d'impôts différés comptabilisés à court/moyen terme		